

# INFOS LUTTES

CGT Finances Publiques



15 février 2019

*Suite aux actions menées dans les départements autour des Comités Techniques Locaux (CTL), des appels fermes à la grève avec des reconductions décidées en assemblées générales avec piquets de grève ont été lancés. Une cinquantaine de directions étaient en grève le 5 février avec des taux de participation allant de 20 à 68 %. Une quinzaine d'appels locaux intersyndicaux à la grève ont depuis été diffusés. La CGT Finances Publiques, dans le cadre de l'appel intersyndical et du préavis de grève couvrant les agents jusqu'au 31 mars, appelle tous les personnels à se réunir en assemblée générale pour étendre les grèves et les actions sur tout le territoire.*

## CONSTRUISONS LA GRÈVE NATIONALE UNITAIRE À LA DGFIP !

### 31 – Haute-Garonne

Les agents des Finances publiques du bâtiment D de la cité administrative sont en lutte depuis le 28 janvier avec blocage en continu depuis 14 jours. Sept sites au total sont en mouvement dans le département.

Le vendredi 15 février au matin à 7h30, un huissier et quatre directeurs sont venus constater le piquet de grève à l'entrée du personnel du bâtiment D. Cinq collègues ont reçu une lettre d'intimidation nominative.

Cette tentative d'intimidation intervient la veille de la rencontre proposée par le directeur régional aux organisations syndicales pour discuter. De surcroît, le directeur régional est venu faire exécuter sa sale besogne le jour des obsèques d'un membre du bureau de Force Ouvrière Finances publiques 31, alors même qu'il participait aux obsèques !

Dès lundi 18 février au matin, les agents de la cité proposent à tous les collègues du département de tenir des assemblées générales sur leur site pour décider des actions immédiates à engager.

La CGT Finances Publiques 31, dans un communiqué, affirme qu'aucune menace ne fera dévier les collègues du but qu'ils se sont fixés : la satisfaction de leur légitimes revendications.

Une conférence de presse de l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO, CFDT se tiendra lundi 18 février à partir de 11h30 devant le 34 rue des Lois (direction régionale).

### 46 – Lot

Depuis le 5 février 2019, les agents du Lot sont dans la lutte pour dénoncer les conditions de travail actuelles et les projets de "géographie revisitée". Le mardi 5 février 2019, ils étaient 47% de grévistes à la DDFIP du Lot. Avant de se rendre à la manifestation, les agents des

finances publiques ont été rejoints par des grévistes du conseil général et des gilets jaunes ont fait un concert de protestation devant la préfecture.

Depuis le jeudi 7 février, les agents de Gourdon bloquent leur centre.

Mardi 12 février, c'était au tour de Cahors de s'engager dans la grève avec le blocage des Carmes de protester contre la mise à mort du réseau, et l'exclusion de toute une partie de la population de l'accès au service public.

Malgré les menaces de la direction, les agents ont tenu. Les usagers présents ont pu témoigner de leur soutien et ont même participé aux échanges musclés.



### 81 – Tarn

Le Tarn reste dans l'action. Après les grèves départementales des 24 et 28 janvier, après les blocages des sites de Castres et d'Albi depuis le 4 février, les Assemblées Générales de Castres et d'Albi ont décidé de participer à la journée « DGFIP morte » du 14 février, dans le cadre de l'appel de l'intersyndicale Finances Publiques. Les agents du département ont été appelés à se rassembler à 9h30 devant la direction pour "faire parler le directeur" sur son plan départemental de géographie revisitée et pour empêcher ce plan de liquidation de nos emplois et de nos services.

## 06 – Alpes-Maritimes

Appelés à la grève jeudi 7 février par l'intersyndicale CGT, FO et Solidaires, les agents de Cagnes-sur-Mer en grève se sont rassemblés devant leur centre fermé au public.

Réunis en assemblée générale le vendredi 8 février, les agents du centre de Nice Cadeï ont décidé à l'unanimité la grève et le blocage du site le 12 février. Ils étaient une centaine à bloquer l'accès au bâtiment niçois pour dénoncer les suppressions de postes et le tout Internet.

Les actions ont été relayées par France 3 PACA.

## 33 – Gironde

Jeudi 14 février, 100 agents étaient en grève dans le département à l'appel des sections CGT, Solidaires et FO de la Gironde. Le Centre des Finances de Lesparre, ainsi que les trésoreries de Soulac et de Castelnau étaient fermés au public. La Gironde a été un des premiers départements en grève les 14 et 15 janvier, ainsi que le 4 février.

## 92 – Hauts-de-Seine

Le 4 février, le centre d'Issy-les-Moulineaux était fermé ainsi que la caisse de Vanves. Le 5 février, caisse et accueil étaient fermés à la TM de Bagneux, au SIP d'Asnières, à la Paierie départementale et au SIP de Courbevoie. La caisse était fermée au SIP de Vanves et au SIP de Boulogne.

Le 8 février s'est réuni à Nanterre le comité de délégués de centres et de services avec les sections syndicales CGT, Solidaires et FO.

Étaient représentés les services suivants : Asnières SIP, SIE et PCE, Nanterre : Domaines, DAJ et Dépense, Nanterre : SIP Nanterre Rueil.

La discussion a été engagée sur la base de l'appel du comité de délégués qui se concluait par la proposition de manifestation nationale dans l'unité à la DG et au ministère.

Les délégués ont fait part de ce que veulent les collègues : l'unité, la grève tous ensemble au même moment, sur des revendications précises et aller là où ça se décide pour arracher satisfaction.

Une délégation des centres et services du département a été constituée, avec les sections syndicales, qui s'est rendue à la Direction générale le 14 février afin d'être reçue et de déposer les 620 signatures collectées dans le département appuyant les revendications.

## 95 – Val-d'Oise

Lundi 4 et mardi 5 février, les agents du centre des finances publiques de Cergy étaient en grève pour dénoncer une dégradation de leurs conditions de travail au détriment de l'accueil des usagers.

## 2B – Haute-Corse



Suite à la décision de l'AG des agents réunis à Bastia et à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO et Solidaires, une centaine d'agents grévistes a manifesté jeudi 14 février entre le centre des impôts de Bastia et la préfecture de la Haute-Corse. Avec un taux de grève à 75%, la mobilisation était d'une ampleur exceptionnelle pour dénoncer la fermeture de nombreux sites dans le cadre de la géographie revisitée.

Aux cotés des syndicats ce jeudi, il y avait de nombreux maires de la Haute-Corse, inquiets de la fermeture de ces services publics de proximité en total opposition avec la Loi Montagne.

A l'issue de la manifestation le Préfet a reçu une délégation d'agents et d'élus. En réponse à leurs revendications, le Préfet indiqua qu'il n'était pas contre un moratoire sur les suppressions d'emplois annoncées à la DGFIP. Un rassemblement similaire a eu lieu à Ajaccio. Le taux de grève du département de Corse-du-Sud était de 55%.

## 19 – Corrèze

A l'appel de l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO, CFDT, 68% des agents de la Direction Départementale des Finances Publiques de la Corrèze se sont mis en grève le 5 février pour dénoncer le projet en cours de « géographie revisitée » qui, à court terme, signerait la fin du réseau DGFIP dans le département tel qu'on le connaît.

Une assemblée générale a réuni en début de matinée une centaine de grévistes dans les locaux de la Cité administrative à Tulle avant qu'une forte délégation soit reçue en audience par le directeur départemental.

L'intersyndicale a prolongé le mouvement par une présence tous les matins sur les sites de Tulle, Brive et Ussel pour diffuser de l'information au public sur les enjeux de ce service de proximité. L'intersyndicale départementale a été reçue depuis par le président de l'association des maires de Corrèze et le président du conseil départemental. D'autres actions ont été prévues en assemblées générales.

## 69 – Rhône

Le 5 février, à l'appel à la grève de l'intersyndicale locale (CGT, Solidaires, FO), un agent sur quatre était en grève et 150 collègues se sont rassemblés devant la DRFIP.

Après la prise de parole des différents OS, l'ensemble des collègues a décidé de monter à la rencontre du directeur pour obtenir le projet de plan de restructuration qu'il doit faire remonter à la direction générale pour le 15 février.

Le directeur étant absent, les collègues ont interpellé le chef du pôle pilotage ressources. Il a refusé de discuter avec les manifestants, et proposer de rencontrer uniquement les représentants syndicaux. Unanimement, ces derniers ont refusé de discuter en dehors de la présence des collègues.

Les agents ont insisté pour avoir le projet et la communication précise du nombre de suppressions d'emplois et de restructurations demandés par la DG. Le chef de pôle a refusé toute communication en insistant sur son absence totale d'information à ce sujet. Les collègues ont apprécié l'exercice de "langue de bois" !

Ils ont ensuite rejoint la manifestation interprofessionnelle. Environ 7000 personnes étaient présentes ce matin à Lyon.

## 91 – Essonne

A l'appel de l'intersyndicale CGT-Solidaires-FO-CFDT-CFTC des Finances Publiques de l'Essonne, ce sont près de 21 % (chiffre provisoire) des agents de la DDFIP qui étaient en grève le 5 février et 120 agents qui ont manifesté dans Evry « pour le service public, pour les emplois, pour le pouvoir d'achat ».

Après une manifestation réussie (relatée dans Le Parisien), le directeur du pôles métiers, a reçu les 580 premières signatures des plate-formes revendicatives adoptées par chacun des sites du département, pour transmission au DDFIP puis au DG.

Il a pu entendre les difficultés au quotidien des agents de la DDFIP, le prélèvement à la source qui engendre un accueil pléthorique et le désarroi des agents face aux contribuables dans les SIP, les fortes inquiétudes exprimées aussi par les agents des SIE qui vont prendre la deuxième vague du PAS. Les agents redoutent « la géographie revisitée » de la DDFIP 91 qui entraînera de nouvelles fermetures de sites, des restructurations importantes, la remise en cause des statuts et notamment la mobilité forcée.

## 66 – Pyrénées-Orientales

Après la grève du 5 février qui a vu le nombre d'agents grévistes atteindre les 47%, une trentaine d'agents grévistes des Finances publiques en grève ont investi les locaux de la direction pour demander des comptes jeudi 14 février.

Afin d'obtenir des réponses sur le projet départemental de géographie revisitée, les

agents ont envahi en milieu de matinée les bureaux de la direction, à côté de la dalle Arago. La rencontre avec les responsables perpignanais de l'administration s'est déroulée dans un climat tendu.

Le directeur départemental des Finances publiques, a refusé de répondre ne confirmant qu'un projet de fusion de deux SIP. Ce dernier a de plus cherché à faire dégénérer la réunion avec un ton agressif à l'encontre des collègues et des propos insultants sur les organisations syndicales.

Dans son compte-rendu l'intersyndicale CGT et Solidaires en conclut que tout dialogue est définitivement rompu avec ce directeur et à la nécessité de son remplacement.



## 02 – Aisne

Dans la continuité de l'invasion du CTL du 1er février 2019, l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO appelait tous les agents du département à se mettre en grève mardi 5 février 2019.

Plus d'un agent sur 4 a répondu à cet appel, score plus que significatif compte tenu du contexte (décision d'appel à la grève le vendredi midi 1<sup>er</sup> février en AG des personnels, diffusion le lundi pour grève le lendemain).

De nombreux collègues se sont retrouvés à Laon pour la manif en convergence avec les gilets jaunes : près de 400 personnes et un barbecue convivial, mais aussi très revendicatif à l'arrivée à la préfecture. D'autres se sont retrouvés dans le cortège de Soissons. Pas de justice fiscale, ni de justice sociale sans une DGFIP présente partout sur les territoires et dotée des moyens pour remplir ses missions !

## 40 – Landes

Réunis en Assemblées Générales les 7 et 8 février, les agents des Finances Publiques des Landes ont voté la grève pour le 14 février, comme dans beaucoup d'autres départements. Répondant ainsi au mot d'ordre de l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO et CFDT, les grévistes se sont rassemblés devant les centres de Mont-de-Marsan et de Dax pour distribuer des tracts au public et faire signer une pétition. Celle-ci demande des créations d'emplois et le développement du service public de proximité avec des agents en nombre suffisant.

Après avoir débrayé jeudi 7 février pour protester contre les suppressions d'emplois,

l'augmentation des charges de travail et l'absence de revalorisation des salaires, les agents amplifient leur mobilisation par la grève.

### 17 – Charente-Maritime

Une centaine de collègues de La Rochelle se sont rassemblés mercredi 6 février et ont investi la salle de réunion du CTL pour interpeller le directeur sur le volume des suppressions de postes et de services envisagés à la DDFiP17, suite à la note d'orientation du DG « bâtir un nouveau réseau ».

Le Directeur a répondu que rien n'était arrêté et que le « grand débat national » remettait en question le calendrier et pouvait modifier les orientations. Les représentants syndicaux ont réaffirmé que les conclusions du « grand débat » sont déjà connues : loi sur la Fonction Publique, loi sur l'assurance-chômage, loi sur les retraites. Et les 50 000 suppressions de postes de fonctionnaires d'État d'ici 2022 ont été confirmées par le Président de la République. Par ailleurs, la réforme de l'État ne fait pas partie des sujets prévus au « grand débat ».

De nombreux agents ont pris la parole pour dénoncer l'aggravation des conditions de travail, l'épuisement des collègues de SIP et de l'accueil, les suspensions et reports des congés, les conditions de mise en place du PAS.

Depuis des rassemblements à l'occasion de pauses collectives se sont tenus sur les sites de Rochefort, Saint-Jean d'Angély, Marennes, Royan et Rochefort.

A l'issue d'une tournée de HMI intersyndicales, les sections CGT, Solidaires, FO et CFDT ont appelé les agents du département à se mobiliser par la grève et à se rassembler jeudi 14 février devant les Centres des Finances Publiques de Saintes et de La Rochelle.

### 18 – Cher

A l'appel des sections CGT, Solidaires et FO, plus de 90 collègues se sont retrouvées à Lahitolle pour exprimer au directeur leurs inquiétudes et lui demander de s'expliquer clairement sur les projets en cours. C'est devant les personnels massés dans le hall que le directeur a dû s'expliquer. Les collègues étaient venus de tout le département : Bourges, Baugy, Vierzon, Saint-Florent, Bourges Hôpitaux, Bourges Municipale, Sancerre, les Aix d'Angillon, Sancoins, Cadastre, BCR, Lahitolle, Saint Amand...

Le directeur a alors décliné les grandes lignes de son projet suite à la demande contenue dans la note du directeur général du 10 décembre. L'échange a duré plus d'une heure et demie.

A l'issue de cet entretien, les agents réunis en assemblée générale ont décidé de se battre

contre ces projets destructeurs. Ils refusent la liquidation de nos services et le plan social annoncé comme la DGFIP n'en a jamais connu. Dans un premier temps, il a été décidé d'un appel à la grève pour le jeudi 7 février qui ne peut être qu'un premier pas pour une mobilisation plus large de tous les services de la DGFIP.

### 56 – Morbihan

Après l'envahissement de leur CTL le 23 janvier, une cinquantaine d'agents ont participé au rassemblement appelé par l'intersyndicale Solidaires, CGT et FO le jeudi 7 février 2019. Ils entendaient obtenir des réponses de leur direction sur le programme Action publique 2022 qui se traduit par des restructurations et des suppressions d'emplois.

### 29 – Finistère

Le 7 février, il y avait 80% de grévistes au Centre des Finances Publiques de Morlaix. Le site était fermé. 40 des 80 agents du centre étaient présents pour distribuer des tracts aux usagers. Le site de Brest a été bloqué toute la matinée et un rassemblement se tenait à Quimper.



### 16 – Charente

A l'appel de la CGT, FO et Solidaires, une trentaine de collègues ont manifesté devant la DDFiP jeudi 12 février. Cinq centres de finances publiques étaient fermés à La Couronne, Cognac, Villebois-Lavalette, Mansle et Soyaux. Devant le siège de la direction des Finances publiques, ils étaient une trentaine à manifester pour interpeller le directeur départemental sur la dégradation de leurs conditions de travail et pour l'interroger sur l'évolution de la DDFIP.

### 71 – Saône-et-Loire

Jeudi 7 en fin de matinée, une vingtaine d'agents du centre de finances publiques de Louhans (rue des Bordes) ont répondu à l'appel de l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO et CDFT. Ils ont déroulé, dans la cour intérieure du site, une banderole pour exprimer leur colère contre les suppressions de postes alors que se met en place le prélèvement à la source, et contre les restructurations à venir.

La même opération s'est répétée au Creusot et à Montceau-les-Mines.